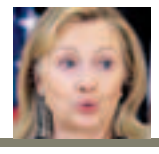

« Au cours d'une de nos conversations téléphoniques, j'ai dit à Aung San Suu Kyi qu'elle passait du statut d'icône à celui de politicienne. Pour avoir, d'une certaine façon, fait le même chemin, je sais que ce n'est pas facile. » LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAINE HILLARY CLINTON, CITÉE PAR L'AFP.

sur lesoir.be

Entretiens, chats : l'actualité vit sur le site du Soir. En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/débats/chats pour les goûter in extenso.

« La Stib n'est qu'une partie du problème »

Quelque 400 policiers seront mobilisés pour renforcer la sécurité sur le réseau Stib, après la mort d'un contrôleur au cours d'une altercation. On en parle avec **Véronique Lamquin.**

La Stib va bénéficier de 400 agents supplémentaires suite au drame de samedi. Où va-t-on les trouver ?

On va les recruter. Cela peut paraître soudain mais en réalité, on y pense depuis longtemps. Charles Picqué et Joëlle Milquet travaillaient déjà sur un plan de sécurité car ce n'est pas la première fois que la Stib connaît des problèmes de violence. 250 agents renforceront les 6 zones de police et ils assureront les endroits et les horaires plus difficiles. 150 policiers fédéraux devront aussi sécuriser les infrastructures souterraines. La demande principale de la Stib est d'avoir plus de policiers. Mais il est difficile de chiffrer le nombre exact d'effectifs nécessaires. Cela va se faire en fonction des budgets disponibles. 7 millions et demi devraient être dégagés du conclave budgétaire.

Cette agression témoigne t-elle d'un malaise plus grand, un malaise bruxellois ?

Tout le monde, c'est-à-dire les acteurs politiques et les sociologues, constate que la violence est de plus en plus présente dans notre société. Mais ce n'est pas une situation propre à Bruxelles. Chaque ville a ses spécificités. Bruxelles connaît une densité très grande avec une surpopulation évidente. La structure institutionnelle est très complexe. Le phénomène dépasse la Stib. Ce qu'il s'est passé n'est qu'une partie du problème. C'est certain qu'il faut sanctionner les faits délictueux mais ce n'est pas la réponse globale. Joëlle Milquet a apporté des réponses urgentes. Maintenant, il faut apporter des solutions à long terme. Il faut investir dans les écoles, dans les formations, donner une chance aux jeunes, faire en sorte qu'il n'y ait plus de quartier où on n'ose pas aller. Il faut donc miser sur la prévention même si nous atteignons un point où la répression est inévitable.

aujourd'hui

lesoir.be

The Voice Belgique, c'est fini : la finale s'est terminée hier dans les rires et les pleurs. Le bilan de cette première saison est tiré par Jean-François Lauwens sur lesoir.be

PRÉSIDENTIELLE 2012

le duel des experts

Serge July

Cofondateur de « Libération », éditorialiste à RTL

Chaque mercredi, en alternance avec Franz-Olivier Giesbert

Les duellistes

Depuis lundi, la campagne est devenue officielle. Tous les candidats sont traités à la même enseigne jusqu'à la veille du 1er tour, le 22 avril : même temps de parole, même émission, diffusée à la même heure. Cette égalité de traitement met Jacques Cheminade, le candidat de la parano planétaire, qui se bat pour une ou deux décimales, et Nicolas Sarkozy, le président sortant, en compétition frontale. Cette règle égalitaire a pour effet de promouvoir les petits candidats, et d'en faire d'éphémères vedettes médiatiques. En général, durant ces quinze derniers jours, ce sont eux qui prospèrent, de manière modeste, aux dépens des favoris qui connaissent de ce fait un certain tassement.

Ce rééquilibrage à la marge ne menace nullement Nicolas Sarkozy et François Hollande, qui se sont tous deux imposés depuis longtemps comme les deux favoris.

> *« Depuis octobre dernier, Nicolas Sarkozy mène une campagne de dévalorisation de François Hollande »*

François Hollande est le favori de la compétition depuis presque un an, depuis le retrait en catastrophe de Dominique Strauss-Kahn en mai. Déjà dopé par le rejet dans l'opinion de Nicolas Sarkozy, il a été porté en triomphe par le succès des primaires socialistes. Ce favori est sous-estimé par tous les autres candidats qui ont guetté sa chute. François Bayrou a espéré durant les derniers mois de 2011 une défaillance, Jean-Luc Mélenchon a rêvé au printemps d'une glissade fatale dans les sondages, et surtout Nicolas Sarkozy depuis l'automne dernier reste convaincu que ce candidat va faire naufrage. Tous ont été déçus.

Le président du Conseil général de Corrèze surfe sur le rejet du président et défend une rigueur plus juste. A aucun moment il n'a changé de stratégie. François Hollande est un favori inoxydable : il était favori, il l'est resté malgré tous les assauts de Nicolas Sarkozy et de l'UMP, ceux de François Bayrou et de Jean-Luc Mélenchon, les quolibets et les flèches plus cruelles les unes que les autres. Toutes les vagues de sondages des 9 instituts qui en France mesurent inlassablement les émotions politiques, n'ont cessé de faire de François Hollande le vainqueur au 2e tour. Le prétendu mou se révèle être un faux mou et l'inexpérimenté, un redoutable tacticien à sang froid.

Malgré une impopularité qui dure depuis l'hiver 2007, des sondages calamiteux depuis 2011, il était logique que Nicolas Sarkozy parvienne en finale. Il avait en sa faveur la statistique. Tous ses prédécesseurs qui se sont représentés, tous sans exception, sont toujours sortis en tête au 1er tour. Malgré un antigiscardisme tenace, le président sortant fut néanmoins le favori des sondages jusqu'à la fin février 1981 où une première mesure avait donné François Mitterrand vainqueur au 2e tour. Le précédent giscardien constitue un excellent mètre étalon pour les socialistes : en réalité l'impopularité de Nicolas Sarkozy est d'un coefficient supérieur à celle de Giscard.

Le Président candidat garde dans son camp une légitimité naturelle. L'hypothèse agitée à mi-voix au sein de l'UMP, mais surtout de vive voix par François Bayrou et par Marine Le Pen, selon laquelle il aurait pu ne pas se présenter ou être contraint d'y renoncer, parce que marginalisé par la campagne, tous ces petits calculs qui pullulaient au cours du 1er trimestre de cette année, ont été balayés. Le président sortant ne peut pas être éliminé par les siens. Mais il peut l'être par les urnes au 2e tour. Jacques Chirac avait encouragé ce type d'élimination pour se débarrasser de Giscard et prendre, grâce à sa défaite, le contrôle politique de la droite.

Cette légitimité politique du sortant, Nicolas Sarkozy a pu en vérifier la pertinence. En février il est entré en campagne en allant occuper les terres électorales de l'extrême droite, en brouillant ses convictions libérales. François Bayrou n'est pas devenu la roue de secours de Nicolas Sarkozy. Au contraire il n'a cessé de baisser. Mieux, le président sortant s'est facilement imposé comme le candidat unique de la droite, qui sans atteindre son score de 2007, 31,18 %, s'en est pourtant rapproché : il a réussi à retrouver en grande partie son socle électoral. Et au coude à coude avec François Hollande pour le 1er tour, il mènerait même d'une courte tête dans plusieurs sondages, sans pour autant avoir réussi, ce qu'il escomptait, à creuser l'écart. Le président sortant reste le challenger.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING fut le favori des sondages jusqu'à la fin février 1981. En mai, François Mitterrand vainquit. © D. R.

Si dans les projections, le socialiste l'emporte au 2e tour, c'est parce qu'il dispose, à la différence de Nicolas Sarkozy, de réserves électorales plus importantes, notamment du fait de la percée de Jean-Luc Mélenchon dont les électeurs se reporteraient sur le socialiste à plus de 75 %. Encore faut-il que cette percée se maintienne. Le total de la gauche, tout compris, dans les sondages, atteindrait le chiffre de 45 %. C'est l'étiage atteint à trois reprises par François Mitterrand, en 74, en 81 et en 88. Dans tous les autres scrutins présidentiels, ce total des gauches était régulièrement en dessous de 40 %. Ce fut le cas pour les candidatures de Lionel Jospin et de Ségolène Royal. Le cas de l'élection de 74, montre que ce seuil de 45 % est une condition indispensable pour gagner, mais qu'elle n'est pas suffisante : le futur président avait été battu par Giscard, en 74.

Depuis octobre dernier, Nicolas Sarkozy mène une campagne de dévalorisation de François Hollande : il en a fait « le candidat nul », celui qu'il allait « atomiser » face aux Français. Depuis un mois, la totalité de ses interventions, de ses discours laminent le candidat de gauche. Il ne prend la parole que pour l'enfoncer, dénaturer ses propos et ses propositions. Nicolas Sarkozy mène « une campagne négative » à l'américaine, volontairement destructrice de son adversaire pour tenter de mettre la pression sur lui, avant l'entre-deux tours. Nicolas Sarkozy devrait cependant se méfier : l'épouvantail qu'il met en scène depuis des mois n'a pas ruiné le capital électoral de François Hollande.

Le président sortant n'a plus le choix des armes : il doit continuer son matraquage. Car pour surmonter son handicap électoral, seule une victoire très nette dans le duel au corps à corps avec le socialiste pourrait lui permettre de l'emporter au finish, au terme d'un match plus psychologique, plus tactique que proprement politique. Nicolas Sarkozy a tout misé sur ce duel de l'entre-deux tours. Car au 2e tour, tout, même les défauts, devient relatif, puisqu'au final, il faut choisir un président entre l'un et l'autre. ■

► P.10 LE BILAN DU PRÉSIDENT

carte blanche

Un collectif de personnalités (1)

Climat : nous n'avons pas

L'ESSENTIEL

- La communauté scientifique est unanime : le réchauffement climatique menace l'équilibre terrestre et les générations futures.
- Pourtant, certains résistent encore à cette théorie.
- Pour les signataires, il est temps d'agir plutôt que d'écouter les « climato-sceptiques ».

La communauté scientifique est quasi unanime, les experts du GIEC le soutiennent à l'unisson : le climat planétaire se réchauffe et l'activité humaine en est la cause. Cette situation est maintenant reconnue par l'OCDE et de nombreuses autres institutions internationales. Les derniers résultats du GIEC confirment la nécessité de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'au moins 50 % dans les quarante prochaines années, faute de quoi les générations futures subiront des conséquences désastreuses en termes environnementaux, humains, sanitaires, financiers. La population mondiale ne cesse de croître et un nombre important d'êtres humains sont déjà, et seront de plus en plus, exposés à des tragédies liées au changement climatique.

Il reste pourtant quelques individus, les « climato-sceptiques », persistant à soutenir, en dépit des évidences apportées par la communauté scientifique, que le climat ne connaît aucune évolution alarmante. Et que l'augmentation de la température du globe, ou encore des phénomènes climatiques extrêmes (ouragans inhabituels, périodes de pluies dévastatrices ou journées de canicule) et la réduction de la couverture glaciaire ne sont que des variations naturelles, dues notamment aux éruptions solaires.

> *« La stratégie des climato-sceptiques sert des intérêts particuliers puissants, et ne doit surtout pas nous détourner de l'essentiel »*

En démocratie, chaque citoyen dispose de la liberté de penser ce qu'il veut. Dès lors qu'il ne cause de tort à personne, chacun est libre de soutenir que la Terre est plate, que les dinosaures n'ont jamais existé et que le climat planétaire ne se réchauffe pas. C'est sans doute au nom, précisément, de cette liberté intellectuelle dont notre pays s'honore, que le président de la Chambre des représentants a invité ces « climato-sceptiques » à faire entendre leur thèse devant une commission.

Le débat démocratique est fondamental, nos parlementaires doivent pouvoir entendre l'expression de toutes les sensibilités, de toutes les opinions. Mais ce débat-ci a déjà eu lieu, le thème a été clarifié de longue date et le GIEC, tout comme de nombreuses autres institutions internationales, continue à préciser le niveau du réchauffement qui nous attend et ses implications, ainsi que les moyens existants pour le limiter et s'adapter aux changements déjà en cours. Toutes nos énergies, tout notre savoir, et notre souci constant, doivent aller aujourd'hui vers la résolution du problème climatique, dans une double logique de limitation des causes (émissions de gaz à effet de serre, essentiellement dues à la combustion d'énergies fossiles) et d'atténuation des impacts, puisqu'il est entendu qu'un certain réchauffement ne pourra plus être évité. Nous devons travailler sans relâche à faire en sorte que les Etats, les entreprises, les particuliers, réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, tout en encourageant une dynamique économique positive et en nous proté-

« Les principales formations politiques tentent de répondre avec plus ou moins de brio aux préoccupations quotidiennes des Français mais elles n'ont pas intégré la nouvelle contrainte du XXIe siècle, qui est une contrainte écologique. » L'ÉCOLOGISTE NICOLAS HULOT, DANS « LE MONDE ».

Variations

Vincent de Coorebyter

Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp)

Pourquoi le populisme est-il de droite ?

L'ESSENTIEL

- Le populisme ne cesse de s'étendre et d'intriguer, au point de paraître irrésistible.
- En Europe de l'Ouest, il est pourtant cantonné à des partis de droite, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'il soit surtout présent à gauche.
- Cela s'explique par la nature même de son discours, qui réserve quelques surprises.

Précisons d'emblée les limites de notre propos. En Russie au XIXe siècle, aux Etats-Unis aux alentours de 1900, le populisme était de gauche. Aujourd'hui encore, il existe un populisme de gauche en Amérique latine et un autre, très différent, en Europe de l'Est. Mais en Europe de l'Ouest le populisme est d'abord un phénomène de droite, ce qui devrait nous étonner.

Sur papier, en effet, il serait plus logique que le populisme soit de gauche et que la droite soit anti-populiste. Car le populisme ne se caractérise pas seulement par un certain usage de la démagogie ou des moyens de communication de masse, ou par la mise en avant de la notion de peuple. Dans les démocraties, c'est-à-dire des régimes fondés sur la souveraineté populaire et sur le suffrage universel, ces pratiques forment une tentation constante pour l'ensemble des partis politiques, même si certains y résistent beaucoup mieux que d'autres. Ce qui caractérise en propre le populisme, c'est d'opposer le peuple, forcément victime, mal écouté et vertueux, à des élites qui font l'objet d'une dénonciation virulente en raison de leurs errements ou de leur cupidité.

Or, la dénonciation des élites devrait logiquement être plus répandue dans les partis de gauche, puisque ces partis prêtent une attention particulière aux couches les moins favorisées de la société, qu'ils expliquent les inégalités par une mauvaise organisation économique et sociale et qu'ils dénoncent les privilèges, les passe-droits et les revenus exorbitants que se ménagent les plus favorisés. Réciproquement, la droite devrait être sourde à toute tentation populiste : elle s'est longtemps méfiée du peuple, elle défend les institutions établies et elle ne juge pas les inégalités choquantes. La droite a toujours valorisé les élites, les services qu'elles rendent et les mérites qui justifient leur pouvoir : comment se fait-il, dès lors, que le populisme soit essentiellement de droite en Europe de l'Ouest ?

On pourrait considérer que la question est mal posée et que le populisme, précisément, existe aussi à gauche en Belgique et dans les pays voisins. C'est d'ailleurs une des thèses défendues par Dominique Reynié dans son livre publié en 2011 chez Plon, *Populismes : la pente fatale*. Mais, à l'examen, si l'on écarte le cas particulier des pays qui ont appartenu à l'ancien bloc soviétique, l'identification d'un populisme de gauche constitue le point faible de l'ouvrage. Dominique Reynié relève, certes, des accents anti-européens et des propos parfois douteux à l'égard de l'immigration dans le chef de certains partis de gauche (Die Linke en Allemagne, le SP aux Pays-Bas), ou encore de la part de Jean-Luc Mélenchon. Mais, comme il le montre lui-même, le malaise à l'égard de certaines difficultés liées à l'immigration traverse toute l'Europe : il ne suffit pas à caractériser le populisme. Quant à la mise en cause de la logique ultra-libérale qui serait au cœur de la politique européenne, ou quant à la dénonciation de la cécité des décideurs à l'égard des souffrances endurées par les peuples, elles procèdent du rôle tribunitien des partis de gauche et s'inscrivent dans leur tradition de pensée, indépendamment de toute influence populiste. Ces partis n'innovent pas quand ils dénoncent la prééminence d'intérêts entrepreneuriaux, les avantages que s'accordent les plus favorisés et la convergence idéologique entre les élites politiques et les élites économiques : qu'on y adhère ou non, on retrouve ici l'analyse marxiste et social-démocrate en termes de conflit de classe, qui ne doit rien à la montée récente de la vague populiste.

> *« On ne peut l'assimiler ni au fascisme ni à l'extrême droite. Mais il traduit une inquiétude et une irritation »*

A l'inverse, il y a bien quelque chose de nouveau, et de spécifique, dans le populisme de droite qui s'est répandu ces dernières décennies en Europe de l'Ouest. Mais pour appréhender ce phénomène, il faut prendre garde aux limites dans lesquelles le populisme en appelle au peuple, d'une part, et prétend critiquer les élites, d'autre part.

Le populisme ouest-européen, en effet, ne se réclame pas du peuple entier, loin de là. Le peuple qu'il prétend incarner se limite à la « majorité silencieuse » : il est fait d'adultes et de pensionnés, d'honnêtes gens, de gens sans histoire, de tous ceux qui se sont levés ou se lèvent tôt, de tous ceux qui ont voué leur vie à leur travail et à leur famille et qui aspirent à profiter du fruit de leurs efforts dans la sérénité et la sécurité. Cela englobe une partie des couches précarisées, mais une partie seulement, celle qui mérite qu'on lui porte attention ; et cela peut s'étendre jusqu'aux plus favorisés pour autant qu'ils aient le sentiment que leur position est mise en péril, que le fisc ou que des voyous menacent de leur prendre leur dû, que l'immigration ou que la mondialisation risquent de les déclasser, eux ou leurs enfants.

Réciproquement, toutes les élites ne sont pas mises en cause par les partis populistes. Loin de les dénoncer, ils valorisent la science (contre l'obscurantisme des écologistes), les capitaines d'industrie (contre l'irréalisme des syndicats), l'armée (contre les menaces venant de l'étranger), la police (contre le laxisme des juges), les penseurs non alignés (contre la bien-pensance du politiquement correct), les pays émergents (menaçants mais impressionnants, et qu'il convient d'imiter), les ingénieurs, les inventeurs, les succes stories qui donnent foi en l'avenir… La pensée populiste, comme Dominique Reynié, sur ce point, l'a fort bien établi, est d'abord patrimoniale : elle s'inquiète de tout ce qui menace les acquis, elle encense tout ce qui permet de les préserver ou de les faire fructifier. Comme le montre l'évolution récente du débat sur ces thèmes (en Belgique comme dans les pays voisins), le populisme n'est donc pas anti-européen ou xénophobe par principe, en toute généralité : il s'inquiète d'une certaine Europe et d'une certaine immigration, celle qui lui paraît représenter un danger plutôt qu'une solution, un désordre plutôt qu'une opportunité.

Le populisme, dès lors, vise à la fois des coupables et des complices. Des coupables : tous ceux qui, à ses yeux, fragilisent les positions acquises, l'ordre établi, le partage légitime des richesses selon le mérite – les délinquants, les assistés sociaux, les jeunes anomiques, les immigrés sans travail, les illégaux sans utilité, les fauteurs de troubles, les islamistes qui nourrissent un racisme anti-occidental… Des coupables, donc, puisés pour une bonne part au cœur du peuple, de ce peuple auquel le populisme prétend s'identifier mais qu'il ne défend que partiellement. Et des complices, puisés cette fois au cœur des élites, mais des seules élites qui lui paraissent avoir pris le parti des groupes dangereux, des déclassés, des marginaux : les juges, laxistes ; les journalistes, bien-pensants ; les intellectuels, gauchistes ; les artistes, subversifs ; les écologistes, libertides ; les syndicats, partageurs ; la gauche, naïve et taxatrice ; les défenseurs de droits de l'homme, plus soucieux des criminels que des victimes ; l'Europe, bureaucratique à l'intérieur et faible à l'extérieur…

On comprend, sur cette base, que le populisme ne soit pas de gauche : une bonne part des coupables et des complices qu'il dénonce sont des protégés ou des alliés de la gauche. Mais on voit également en quoi le populisme se distingue aussi bien de la droite conservatrice, héritière des valeurs traditionnelles et qui a une longue histoire gouvernementale derrière elle, que de la droite libérale, qui partage cette vocation gouvernementale et est issue du mouvement qui a inventé les droits de l'homme et le parlementarisme. Non que le populisme entende sortir du cadre démocratique : on ne peut l'assimiler ni au fascisme ni à l'extrême droite. Mais il traduit une inquiétude et une irritation, et il aspire à un fonctionnement plus rapide et plus efficace de la puissance publique. Plus que les élites, ses véritables ennemis sont les contre-pouvoirs, ceux qui opposent la loi ou la complexité du réel à ses recettes de bon sens. ■

JEAN-MARIE Dedecker à gauche ; à droite, Geert Wilders. © BELGA, AFP.

de temps à perdre

geant de l'augmentation des coûts des sources d'énergie fossiles. Nous devons faire de cette problématique une vraie priorité, sinon la Terre se chargera de le faire pour nous dans des conditions autrement plus dramatiques.

Ce débat peut donner à émouvoir ou à réfléchir : certains citoyens ont de la peine à entendre ces climatologues ou ces écologistes convaincus perçus comme « donneurs de leçons », d'autres contestent la validité de certains chiffres, et la complexité des effets, des conséquences et des solutions empêche parfois une lecture claire et univoque des enjeux. Il est important de rappeler aux citoyens la force des bases scientifiques existantes et d'assurer la compréhension, l'adhésion et la volonté d'agir de tous pour répondre à ces enjeux. La stratégie des « climato-sceptiques » sert des intérêts particuliers puissants, et ne doit surtout pas nous détourner de l'essentiel : nous devons agir, aujourd'hui, avec détermination. Et ne pas nous laisser retarder dans ce travail immense et urgent. Nous n'avons pas de temps à perdre, le coût de l'inaction est bien trop élevé. ■

(1) André Berger, Professeur émérite (UCL), Membre de l'Académie Royale de Belgique,
Isabelle Callens, chargée de cours (UCL),
Thierry Bouckaert, akkanto,
Philippe de Woot, Professeur émérite (UCL), Membre de l'Académie Royale de Belgique,
Etienne de Callataÿ, chief economist Banque Degroof,
Xavier Deutsch, écrivain,
Marion Hänsel, cinéaste,
Marek Hudon, Professeur à la Solvay Brussels School (ULB),
Philippe Huybrechts, glaciologie et climatologue, professeur a la VUB,
Olivier Lefebvre, ancien président d'Euronext Brussels,
Philippe Maystadt, President honoraire de la BEI, president de l'European Policy Center,
Laurent Minguet, président du cluster TWEED,
Pierre Mottet, IBA, administrateur d'Agoria,
Pierre Ozer, Département des Sciences et Gestion de l'Environnement (ULg),
Frank Pattyn, glaciologue et professeur à l'ULB,
André Sapir, professeur d'économie à l'ULB,
Thomas Leysen, Président d'Umicore,
Philippe Toint, professeur aux FUNDP,
Henry Tulkens Professeur émérite et chercheur au CORE (UCL),
Sybille van den Hove, directrice, Median (Barcelone),
Pascal Vermeulen, Climact,
Yves Verschueren, administrateur délégué essenscia
Vincent Wertz, prorecteur à l'enseignement et à la formation de l'UCL.

IL EST SANS AUCUN DOUTE plus que temps de penser aux énergies alternatives. © AVPRESS.